



Aujourd'hui 14 décembre et demain mercredi 15 décembre 2021, l'ensemble des agents de la communauté éducative de Cherbourg-en-Cotentin et de ses environs est appelé à la grève par les Fédérations CGT Educ'Pop (FERC) et celle des Services Publics.

Que cela soit dans les Groupes Scolaires, dans les Centres Sociaux ou dans les structures jeunesse de Cherbourg et de la Communauté d'Agglomération du Cotentin, vos syndicats CGT locaux des Territoriaux de Cherbourg-en-Cotentin, de l'Educ'pop de la Manche (principalement des Francas) et après la journée du 19 novembre dernier, s'en font légitimement l'écho ici aujourd'hui, car le ras-le-bol est énorme.

Les agents de la filière animation et plus largement les professionnels œuvrant dans l'éducation de l'Enfant dans la Fonction publique territoriale ou dans les associations d'éducation populaire, participent au premier plan à la construction du lien social au service de toutes et tous, au développement des enfants, à leur sociabilité, au développement de la cohésion sociale. Ils participent à la transmission de valeurs éducatives, culturelles, citoyennes, ils participent à la construction, l'épanouissement et l'émancipation individuelle et collective des publics accueillis.

Force est de constater que, malgré ce rôle essentiel, ils souffrent depuis des années d'un manque de reconnaissance. Les bas-salaires, la précarité, les mauvaises conditions de travail, les sous-effectifs deviennent la norme.

Quel mépris pour les personnels et pour les jeunes qu'ils encadrent ! Ceux-ci ne demandent que des conditions de travail et donc d'accueils acceptables, et pourtant ils ne se font pas entendre !

Aujourd'hui, ce secteur souffre de sous-effectif et parfois d'un turn-over particulièrement anormal. Les conséquences sont désastreuses sur la qualité d'accueil, sur les contenus pédagogiques, et sur la sécurité notamment des enfants.

Cette logique génère des modes d'organisation ingérables et déshumanisés, où l'enfant est souvent parqué, au détriment d'une relation de confiance et d'écoute tellement importante pour sa construction.

Au lieu d'émanciper les consciences, la politique du gouvernement conduit à la construction d'une forme d'aliénation collective répondant à la logique libérale comptable et financière.

Malgré les mesures politiques, qui s'accumulent depuis des années, les agents de la filière animation, ainsi que l'ensemble de leurs collègues dans les écoles, sont aux avant-postes pour maintenir un service public de qualité. Mais face à l'incurie des pouvoirs publics, l'indignation fait place à la colère.

C'est pourquoi la Fédération CGT des Services Publics demande au gouvernement l'ouverture sans délai de véritables négociations.

Notre syndicat CGT des Territoriaux de Cherbourg-en-Cotentin portera aussi, lors de cette journée, ses revendications locales auprès de M. le Maire de Cherbourg-en-Cotentin, pour notamment :

- Un taux d'encadrement permettant de rendre un service de qualité (1/8 et 1/12, et un.e ATSEM par classe minimum) et garant de la sécurité des usagers et des personnels ;
- Le CDI et les contrats statutaires à temps plein doivent devenir la règle. Non aux temps partiels imposés, non à la précarité ;
- Une augmentation générale des salaires, et donc du point d'indice dans la Fonction Publique (pour porter le smic à 2000 € Brut) ;
- La reconnaissance des pénibilités (bruit, linge souillé, cadences infernales...) ;
- La garantie d'une évolution professionnelle par des formations reconnues nationalement (BPJEPS...), la reconnaissance de la Filière animation, y compris dans la promotion interne, mais par la refonte des grilles indiciaires, le passage en catégorie B des personnels exerçant des missions d'encadrement ou de direction, et création d'une catégorie A dans l'animation ;
- L'amélioration des conditions et d'organisation de travail, avec des moyens humains, budgétaires, pédagogiques et matériel à hauteur des besoins partout où c'est nécessaire,
- Le respect des temps de pause pour les ATSEM notamment et la fin de l'amplitude horaire démesurée dans les périscolaires
- Le recrutement spécifique d'Auxiliaires de Vie Scolaire ;
- Le renforcement des équipes de direction ;

- La mise en place de pôles de remplaçants partout où c'est nécessaire (ATSEM, Entretien, Resto).

Lors du dépôt du préavis de grève déposé le 6 décembre, notre organisation s'est déclarée disponible pour toute négociation sur les revendications des personnels. Nous n'avons aujourd'hui toujours pas reçu d'invitation à ce sujet et pourtant il y a urgence. L'équipe municipale à la Mairie de CeC a pourtant le projet suite au référendum local d'organiser la semaine des 4 jours à l'école. Mais quels moyens compte-t-elle mettre en face, alors que les personnels sont aujourd'hui en grève pour exprimer son ras-le-bol ? Comment compte-t-elle lutter contre la précarité par exemple ? Nous n'en savons toujours rien !

Nous espérons vivement être consulté rapidement sur cette question à l'instar de la non consultation de nos organisations syndicales concernant le Schéma Directeur des écoles Publiques qui pourtant prévoit la réhabilitations de plusieurs écoles, un grand plan d'investissement certes, mais avec la fusion de plusieurs établissements ce qui va de fait en supprimer jusqu'à 10 d'ici 3 mandats municipaux !

Nous interpellons une nouvelle fois donc nos employeurs publics (titularisations, recrutements, conditions de travail...) et le gouvernement (taux d'encadrement, développement des filières, de la formation initiale...) et les donneurs d'ordre qu'ils sont. Pas question que les uns et les autres se renvoient la balle. Tous doivent répondre aux revendications des agents. Pas question non plus, que le recours aux marchés publics par les collectivités ne fasse des personnels des variables d'ajustement financière.